



HAL
open science

L'AGRICULTURE EN FRANCE, À LA FIN DU XIXE ET AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE (1870-1940) : RETARD ET PROGRÈS

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. L'AGRICULTURE EN FRANCE, À LA FIN DU XIXE ET AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE (1870-1940) : RETARD ET PROGRÈS. DEUG. Khâgne du lycée Louis le Grand, France. 2008, pp.21. cel-01486156

HAL Id: cel-01486156

<https://hal.science/cel-01486156>

Submitted on 9 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

L'AGRICULTURE EN FRANCE, À LA FIN DU XIXE ET AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE (1870-1940) : RETARD ET PROGRÈS

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

Quelques dates

[4 août 1789 : abolition des droits féodaux

10 août 1792 : suppression des droits féodaux dits " rachetables " le 4 août 1789

1827 : Code forestier

1848 : troubles forestiers

1857 : Jean-François Millet, *Les Glaneuses* et *L'Angélus*

1861 : création d'une Société de Crédit foncier, destinée à l'agriculture

1863 : le phylloxéra, un puceron venu d'Amérique, est décelé pour la première fois en
France, dans le Gard

1867 : fondation de la Société des Agriculteurs de France

1869 : invention de la margarine, capable de « remplacer » le beurre (je vous assure...)

1873 : retournement de la conjoncture mondiale

1^{er} juin 1874 : discours d'Auxerre (Gambetta)

1875 : les frères Decauville fabriquent des voies ferrées légères destinées au
transport de leur récolte de betteraves (tchouk, tchouk...)

1876 : disparition de la Société de Crédit foncier (sniff, sniff...)

9 août 1876 : loi instituant l'Institut national agronomique (aaah, aaah...)

1880 : fondation de la Société nationale d'encouragement à l'Agriculture

29 mai 1881 : discours de Cahors (Gambetta)

1881 : premiers droits protectionnistes

1882 : crise boursière

1882 : Léon Lhermitte, *La paie des moissonneurs*

1883-1885 : Méline, ministre de l'Agriculture

1885 : fondation de l'Union centrale des Syndicats agricoles de France (siège rue
d'Athènes, à Paris)

1887 : Émile Zola, *La terre*

- 1888 : la première laiterie coopérative, à Surgères (Charente) ; fondation de l'Union du Sud-Est (union régionale de syndicats agricoles)
- 1890 : naissance de l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture française
- 1892 : tarif Méline
- 1893 : Association centrale des Laiteries coopératives des Charentes et du Poitou
- 1896-1897 : retournement de conjoncture économique mondiale
- 1897 : renforcement du tarif Méline ; naissance d' Ephraïm Grenadou
- 1899 : Eugène Le Roy, *Jacquou le Croquant*
- 1900 : Camille Bellanger, *Les Glaneuses*
- 1904 : Émile Guillaumin, *La vie d'un simple*
- 5 mai 1907 : grand rassemblement de vignerons à Narbonne
- 23 juin 1907 : Marcelin Albert est reçu par Clemenceau
- 1910 : fondation de la Fédération nationale de la Mutualité et de la Coopération agricoles
- 1912 : M. Augé-Laribé, *L'évolution de la France agricole*
- 1^{er} août 1914 : mobilisation générale
- 27 novembre 1918 : première loi sur le remembrement
- 15 août 1936 : création de l'O.N.I.B.
- 9 mars 1941 : loi Caziot sur le remembrement
- 1943 : début de la réalisation de *Farrebique* (Georges Rouquier)

L'AGRICULTURE EN FRANCE, À LA FIN DU XIXE ET AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE (1870-1940) : RETARD ET PROGRÈS

□ l'agriculture est au cœur des préoccupations éco. à partir du milieu du XVIIIe siècle : Physiocrates et agronomes s'inspirent de l'ex. du bassin de Londres pour condamner le « retard » de l'agric. fr.

□ ils veulent répandre des méthodes + productives, afin de répondre aux demandes croissantes (pas seulement alimentaires : chevaux pour transports, huile éclairage, matières 1ères pour industrie, etc.) ⇒ notion de progrès

□ Le monde de la terre est encore prépondérant au 19e s., et la population rurale représente encore 69 % de la population française totale en 1872. Jusqu'à l'entre-deux-guerres, la France reste une nation agricole et paysanne, mais à partir de 1880 au plus tard, l'agriculture rapporte moins à l'économie nationale que l'industrie : c'est une césure fondamentale dans l'histoire du pays et le fossé ira en s'élargissant ⇒ notions de retard et de progrès

□ Durant des décennies, on a jugé la croissance économique de la France à l'aune de celle de la Grande-Bretagne. Que ce soit W.W.Rostow ou les hist. marxistes, ils partaient du principe que la voie ouverte et suivie par la Grande-Bretagne était la norme : une "révolution agric." constituait la base de départ de l'industrialisation, pour laquelle elle dégageait main-d'œuvre et capitaux ⇒ notion de « retard »

□ Le développement de la Fr. ayant été plus lent, on a souligné les retards, les blocages : handicaps naturels, blocages démographiques, patronat malthusien... et surtout l'archaïsme de l'agric.

□ Dév., d'abord chez les historiens, de l'idée selon laquelle le démarrage de l'agric. fr. ne s'est pas produit au XVIIIe s. Cf. M.Morineau, *Les faux-semblants d'un démarrage économique : agriculture et démographie en France au XVIIIe siècle*, Armand Colin, 1971, 388 p., repris dans M.Morineau, *Pour une histoire économique vraie*, Presses universitaires de Lille, 1985, 512 p. & M.Morineau, *L'économie pré-industrielle (1750-1830)*, tome I de la *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine* dir. par A.Gueslin, La Découverte, 1989, 128 p.

□ Depuis 20 ans, les études sur l'industrie nuancent ces propos, mais le thème des paysans attardés, principaux responsables des retards éco. fr., a persisté encore plus durablement.

□ Pourtant, même cet aspect commence à être discuté.

I. UNE VOLONTÉ DE PROGRÈS

1°) Les vecteurs

- Tout au long du 1^{er} XIXe siècle les gouvernements ont encouragé les innovations
- **des Soc. d'Agric. se sont créées, des comices agricoles aussi**
- des org. professionnelles : Société des Agriculteurs de France, Société nationale d'encouragement à l'Agriculture, « rue d'Athènes », etc.
- les journaux se multiplient
- **un début d'enseignement professionnel**, cf. l'Institut national agronomique, créé par la loi du 9 août 1876, et qui forme à la fois chercheurs, fonctionnaires et praticiens du progrès agronomique

2°) La diffusion des innovations

- sélection du cheptel
- assolements, suppression de la jachère
- **amélioration des terres (chaulage, marnage) et de l'outillage (charrues, faux, etc.)**
- irrigation & drainage : Dombes, Sologne, Landes
- machines remplacent la main-d'œuvre

II. LA RÉALISATION DU REVE PAYSAN : LA PETITE EXPLOITATION EN FAIRE-VALOIR DIRECT

Tous les romans qui mettent en scène le monde des paysans soulignent la passion de posséder la terre, des *Paysans* de Balzac (1844) à *Jacquou le Croquant* d'Eugène Le Roy (1899). Effectivement, les paysans semblent avoir tout mis **en œuvre pour aboutir à leur but** — la maîtrise du sol — et à en profiter dans la stabilité.

1°) Les transformations économiques permettent, progressivement, aux paysans la maîtrise du sol

□ **l'étude des " cotes foncières " (services fiscaux, chacune correspond à l'ensemble des biens d'un même propriétaire dans une commune) montre :**

- que la plupart des chefs de famille sont propr. dès 1826
- avec une inégalité très grande, de la micro-propr. à celle des plus riches électeurs censitaires
- que le nombre des cotes augmente lentement (de 10,3 millions à 13)

□ **les causes de l'augmentation :**

- explication traditionnelle par le Code civil, instituant le partage égal entre les héritiers. Certes, le nombre des grandes propr. a diminué pour cela, et celui des petites a augmenté,

mais lorsque les parcelles deviennent trop petites et émiettées, les héritiers sont tentés de vendre

- Surtout, ce sont les transformations industrielles qui incitent les détenteurs de capitaux, dès la Monarchie de Juillet, à se détourner de l'agric. pour investir dans les valeurs mobilières : ils vendent aisément, dans une bonne conjoncture de hausse des prix agric., jusqu'aux années 1875-1880

- La grande crise qui touche alors l'agric. achève cette évolution. En provoquant une baisse de la valeur foncière et une baisse de la valeur locative, elle incite les rentiers du sol à se désengager. Ils s'empressent de vendre aux paysans, qui profitent de cette conjoncture pour investir leurs économies. Leurs disponibilités monétaires sont ainsi investies dans un capital foncier.

- Note sur la crise : L'agriculture fut sévèrement touchée par la concurrence des producteurs d'outre-mer (États-Unis et Argentine) et de la Russie, qui provoqua la surproduction relative en France et l'effondrement du prix des céréales, des oléagineux et de la garance ; la ruine des activités industrielles installées en milieu rural fut contemporaine, de même que l'épidémie de phylloxéra qui ravagea le prospère vignoble français. Au total, l'agriculture française entra dans une phase de stagnation, la croissance de la production devenant nulle.

□ **Au total, toutes ces ventes ont provoqué l'augmentation du nombre des petites propriétés**, les petits paysans ont enfin pu assouvir leur faim de terres. En même temps, les grands et moyens propriétaires en ont profité pour agrandir leur patrimoine. En 1884, les cotes supérieures à 100 ha couvrent 25 % du sol, celles inférieures à 20 ha 50 %.

2°) Un pays de petits propriétaires et de petites exploitations

□ taille moyenne faible des exploitations. En 1892, sur près de 3,5 millions d'exploitations, 53 % ont une superficie comprise entre 1 et 5 ha, 23 % entre 5 et 10 ha, 20 % entre 10 et 40 ha

□ 75 % des exploitations sont gérées en faire-valoir direct

□ les céréales repr. 58 % de la surface labourable en 1882

□ paysans immobilisent une grande partie de leurs éco. dans **l'achat de terres** ⇒ capitaux insuff. pour l'achat de matériel, pour les investissements en général

a) La victoire du faire-valoir direct

□ La France du XIXe siècle est à l'évidence un pays de petites exploitations, mais elle est beaucoup moins qu'on ne le dit généralement une nation de petits exploitants. En effet, en 1892, les exploitations inférieures à 10 ha sont très nombreuses (76 % du nombre

des exploitations), mais elles ne représentent qu'une proportion faible de la surface agricole (23 %) ; les exploitations supérieures à 40 ha sont très rares (4 % du nombre), mais elles comptent pour près de la moitié de la surface (47 %). La propriété continue à être au centre des préoccupations rurales.

□ Les moyennes exploitations (10 à 40 ha) couvrent 20 % du nombre total et 30 % du sol.

□ **C'est la petite propr. (1 à 10 ha) exploitée en faire-valoir direct** qui représente le modèle dominant : **2,6 millions d'exploitants** (sans les jardins).

□ Le faire-valoir direct est largement majoritaire et en progrès. Il concernait les deux tiers du nombre des exploitants sous le Second Empire, en 1882 la proportion est passée aux quatre cinquièmes ; mais en superficie ce régime de la terre dans lequel le propriétaire et l'exploitant sont la même personne ne représente alors que 60 % de la superficie cultivée (53 % en 1892). Cela est dû au grand nombre de toutes petites propriétés qui obligent, en sus, le paysan à louer de la terre ou à se louer comme journalier.

□ Le faire-valoir direct domine dans toutes les régions françaises, à l'exception du Bassin parisien.

□ La victoire des paysans est tout de même incomplète. Si 75 % du nombre des exploitations relèvent du faire-valoir direct, il en reste encore 25 % en fermage ou en métayage.

□ Le métayage continue à décliner au début de la IIIe République — il ne représente plus que 8 % du nombre des exploitants agricoles en 1882 — , mais un certain renouveau aristocratique se manifeste en faveur d'un métayage glorifié et idéalisé comme la meilleure forme de coopération capital-travail et il représente 11 % de la surface en 1892 — et il ne subsiste que dans quelques régions du Sud-Ouest et dans l'Allier. Le fermage avait reculé sous le Second Empire, il connaît un regain, qui le fait monter au-dessus de ses 12 % du nombre des exploitants en 1882 et à 36 % de la surface en 1892, grâce au caractère spéculatif de la culture dans les exploitations céréalières du Bassin parisien et du Nord.

□ Le fermage est fréquent dans le quart Nord-Ouest de la France, là où la noblesse rurale (Bretagne, Normandie) ou la bourgeoisie urbaine rentière (Bassin parisien) gardent de grands domaines.

b) La pluriactivité des paysans

□ La pluriactivité des paysans est répandue dans toute la France, surtout dans les régions pauvres de montagnes ¹ et dans les régions où domine la petite exploitation (telle la Picardie).

¹ Cf. les thèses de Ph. Vigier, *La Seconde République dans la région alpine. Étude politique et sociale*, Thèse, SEVPEN, 1963, 2 vol., 553 & 530 p. & de N. Vivier, *Le Briançonnais rural aux XVIIIe et XIXe siècles*, L'Harmattan, 1993, 296 p.

□ Les femmes ont souvent une activité textile à domicile (dentelles du Puy, ganterie de Grenoble, bas et bonnets des Alpes, sayetterie d'Amiens, etc.)

□ **La notion d' " importance " de ces activités :**

- à l'échelle nationale, cet artisanat n'est pas très productif

- mais pour les familles de petits exploitants, l'appoint d'un revenu ext. est considérable ; souvent il est employé à payer les impôts ou à réinvestir dans l'agric. (terre, matériel).

Grande attention portée par Le Play et ses disciples ²

- évolution : **déclin de l'artisanat rural avec la Révolution industrielle**, évidemment, mais :

* **le petit paysan peut parfois se faire embaucher temporairement à l'usine, et certains établissements comptent plus de main-d'œuvre l'hiver**

* **ou un membre de la famille travaille constamment à l'usine**

c) Les migrations temporaires

□ Celles des montagnards **qui descendent l'hiver travailler en plaine** : maçons creusois, ramoneurs savoyards, colporteurs pyrénéens ou alpins, etc. Fréquemment 40 % des hommes actifs (75 % dans le Queyras) contre 3,5 % de moyenne nationale

□ Imp. au début du siècle, ces métiers vont soit inciter aux départs définitifs (les maçons ³), soit, pour les métiers temporaires, péricliter au fil des décennies (colporteurs ⁴, soumis à la patente 1844>>>)

d) Les usages communautaires

□ Les usages comm. **s'amenuisent** au fil du XIXe siècle

□ Les principaux ⁵ :

- **vaine pâture (parcours sur les terres privées, après l'enlèvement de la récolte)**

- **droit de parcours sur les " communaux "**, c'est-à-dire les biens comm., terres mais surtout bois (9 % du territoire au milieu du siècle)

- **droits d'usage en forêt** (*affouage* du bois de chauffage, *maronage* du bois de construction, ramassage du bois mort, des feuilles, pâturage en sous-bois)

□ Évolution :

² Cf. B.Kalaora & A.Savoye, *Les inventeurs oubliés. Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Champ Vallon, 1989, 293 p., B.Kalaora & A.Savoye, *Forêt et sociologie. Les forestiers de l'École de Le Play, défenseurs des populations de montagne (1860-1913)*, Paris VIII-INRA, 1984, 133 p. + annexes, dactyl. Édité sous le titre : B.Kalaora & A.Savoye, *La Forêt pacifiée, sylviculture et sociologie du dix-neuvième siècle*, L'Harmattan, 1986, 135 p.

³ Cf. M.Nadaud, *Léonard, maçon de la Creuse*, introd. de J.-P.Rioux, Maspero, 1976, 395 p., réédition, La Découverte, 1998, 416 p., M.Nadaud, *Mémoires de Léonard, ancien garçon maçon*, édition par M.Agulhon, Hachette, 1976, 557 p.

⁴ Cf. Cl.Krafft-Pourrat, *Le Colporteur et la Mercière*, Denoël, 1982, 320 p., L.Fontaine, *Le voyage et la mémoire. Colporteurs de l'Oisans au XIXe siècle*, Presses universitaires de Lyon, 1985, 294 p.

⁵ Cf. *Les paysans* de Balzac

- vaine pâture recule avec mouvement de clôture. Dans les région sberbagères, les propr. ne **veulent pas perdre le bénéf. du regain des prairies de fauche et ils appliquent l'adage suivant lequel** " qui change son champ en pré augmente son bien de moitié "

- **Monarchie de Juillet et Second Empire encouragent la " mise en valeur " des " communaux ", c'est-à-dire l'affermage, c'est-à-dire la location**

- Code forestier de 1827 réduit usages de façon draconienne.

□ Conséquences :

- "troubles agraires" printemps 1848.

- **dans le cadre de la " campagneocratie " du Second Empire, les Eaux & Forêts deviennent plus clémentes, mais, préoccupées par l'érosion des sols, elles entreprennent une croisade pour le reboisement qui restreint l'utilisation des alpages.**

□ Les paysans s'efforcent donc, par des revenus extérieurs et par l'agrandissement de leur propr. (thème central de *La terre*, 1887) de rendre viable la petite exploitation en faire-valoir direct

3°) Nuances

a) Le malthusianisme paysan

□ Afin de conserver intact cet acquis, ils adoptent une attitude originale en Europe, et doublement.

□ Les lois successorales obligeant au partage égal entre les enfants, la restriction des naissances est la parade choisie.

□ La grande dépression accentue ce malthusianisme.

□ Néanmoins, il est nécessaire de nuancer :

- le malth. n'est pas seulement engendré par cette volonté de stabilité, il est manifestement lié, pour toutes les couches sociales, au progrès éco.

- Or, en même temps, les progrès agric. exigent une main-**d'œuvre abondante. La pop.** active agric. est diff. à évaluer, car la comptabilisation des femmes et des enfants est floue. Il semble, d'après les évaluation de J.-C. Toutain et de P. Bairoch (deux articles de 1963 et de 1988), qu'elle soit restée stationnaire, comme en Grande-Bretagne, alors qu'ailleurs elle augmente ! Ainsi, l'agric. n'a pas trop de main-**d'œuvre** !

□ Conjugué avec le malth. ceci explique un :

b) Un exode rural, plus modéré qu'à l'étranger

- Tardif et lent, l'exode rural ne touche qu'une moitié des départements dans la 1^{ère} moitié du siècle, puis connaît un brusque essor après 1851, par l'appel urbain, puis dans les années 1880, pour cause de crise agricole.
- On évalue les départs à 71 000 de moy. ann. entre 1851 et 1881
- Ce sont les journaliers, les micro-prop. qui vont vers les centres ind. ou vers les rég. agric. qui manquent de main-**d'œuvre (Bassin parisien, Provence)**
- Ajoutons que beaucoup de paysans aisés orientent leurs enfants les plus doués vers des carrières urbaines, spécialement la fonction publique, souvent à l'instigation de l'instituteur. Le progrès technique est cause partielle de l'exode, il en est la conséquence aussi, car l'émigration rurale, en raréfiant la main-**d'œuvre, provoque une augmentation des salaires** agricoles et pousse l'exploitant à substituer la machine à l'ouvrier.
- En conséquence de l'exode rural, la paysannerie qui reste est la moins dynamique : ceux qui s'en sont allés étaient les plus jeunes.
- Autre conséquence : l'éventail socio-**professionnel des campagnes s'est refermé et "les villages sont devenus des communautés exclusivement agricoles avec, disséminés çà et là, un commerçant et quelques autres professions du secteur non agricole", phénomène essentiel de "ruralisation" des campagnes que Ph.Pinchemel a noté à propos de la Picardie,** mais qui vaut pour d'autres régions.

- Par ce contrôle de la démogr. et des ressources complémentaires, les nombreuses petites exploitations ont voulu créer un syst. stable permettant leur survie.
- Amélioration du niveau de vie : d'une manière générale, les paysans achètent davantage, ils améliorent leur habitat, aménagent des chambres, achètent des meubles, consomment de la viande, remplacent la soupe du matin par le café au lait.

4°) Les petites exploitations ont-elles été un frein au développement économique ?

- en 1892, les 20 % **d'exploitations** entre 10 et 40 ha couvrent 30 % du sol ; les grandes exploitations, qui ne représentent que 4 % du nombre total, font 47 % de la superficie totale
- les capitaux disponibles : notaires et parenté peuvent aider ; le Crédit agricole se développe après 1897
- des coopératives, *cf.* la chronologie
- Économistes et historiens ont considéré ce système comme archaïque, l'avenir appartenant à l'agric. capitaliste.
- Ceux qui se réclament de Marx voient dans la petite exploitation une forme éco. rétrograde car, **en retenant une forte population agricole, elle contrarie l'évolution vers un monde ouvrier, un prolétariat qui, par sa prise de conscience, déclencherait la révolution.**

□ Les autres la condamnent au nom de la rentabilité. Dès la 2^e moitié du XIX^e siècle, les **économistes sont convaincus que le grand domaine est le seul capable d'être modernisé**, car les **économies d'échelle permettent d'atteindre la rentabilité**. **L'ex. anglais** les a fortement marqués et ils partagent les réticences des commentateurs britanniques envers cette distribution de la propr. foncière en de trop nombreuses mains. Parmi eux, Léonce de Lavergne dans *L'économie rurale de la France* (1866), ou M. Augé-Laribé dans *L'évolution de la France agricole* (1912, réédité sous le titre *La politique agricole de la France, de 1880 à 1940*, Paris, Albin Michel, coll. "L'Évolution de l'Humanité", 1955, 483 p. !) appuient leurs assertions sur des exemples apparemment incontestables, parmi lesquels :

- les progrès agronomiques touchent surtout les grandes exploitations, qui ont des disponibilités financières (idée déjà présente, par ex., dans *La Terre* de Zola, cf. Hourdequin)
- **les régions d'agric. plus moderne recouvrent largement celles de grande propriété**

□ Les recherches récentes :

- nuancent les jugements sur les petites exploitations, en particulier sur leurs disponibilités financières et leur rentabilité (idée déjà présente, par ex., dans *La Terre* de Zola, cf. Hourdequin)
- **s'interrogent sur la spécificité de leur attitude** : étaient-elles les seules à rechercher la stabilité ?

5°) Le problème des disponibilités financières

a) Les avantages du grand domaine

□ **Il est incontestable que les progrès agronomiques ont d'abord touché les grands domaines.**

□ causes et agents de diffusion :

- **Sociétés d'Agriculture, héritées du XVIII^e s., animées par les grands propr.**
- Comices agricoles et fermes-écoles (Monarchie de Juillet)
- grands propr. lég. qui boudent LP et se retirent sur leurs terres : consacrent leurs loisirs à **l'agronomie et se livrent à des expériences (assolements, instruments...)**. Ils jouent un rôle déterminant dans la diff. des progrès agric. car ils associent théorie et pratique. Ils divulguent les résultats de leur réflexion théorique par la publication de périodiques (ex. : *Journal d'agriculture pratique*) et d'ouvrages (*La Maison rustique du XIX^e siècle*). Ces idées, ils les mettent en pratique sur leurs terres, prêts à y consacrer leurs capitaux disponibles. Ils servent ainsi de relais pour convaincre les petits paysans **alentour d'imiter les innovations**.

□ Les économistes du XIX^e s. insistent sur le fait que les transformations souhaitées exigent des capitaux, alors que les petites exploitations ne peuvent dégager que des bénéfices réduits.

□ autres arguments :

- l'**utilisation de la charrue à soc de fer coûte d'autant plus cher que le paysan ne peut la bricoler lui-même ; plus lourde, elle ne peut être tirée par des vaches et nécessite des bœufs ou des chevaux (plus chers à l'achat et à l'entretien, non compensé par du lait et/ou de la viande)**

- les engrais (guano, phosphates naturels puis superphosphates chimiques 1870>>>) sont **rendus chers par le prix du transport. Leur tarif ne diminue qu'à la fin du siècle lorsque s'impose la réglementation de leur commerce**

- la **reconversion des cultures nécessite aussi un apport de fonds, pour l'achat de bétail, de nouveaux plants, de semences sélectionnées (ex. : les blés hybrides de Henry de Vilmorin mis au point par croisement 1883>>>)**

□ Les grands propr., qui participent activement à la réflexion agronomique, jouent un **rôle d'avant-garde**, car ils ont les moyens financiers pour mettre en pratique

□ Au contraire, on a très souvent souligné le manque de capitaux des petits paysans, ce qui les aurait empêché de suivre les ex. proposés.

b) Les petites exploitations ont-**elles manqué d'argent ?**

□ On a souligné depuis longtemps la faiblesse du crédit :

- **méfiance du paysan (crainte de l'engrenage, cf. Zola dans *La Terre* : " Un paysan qui emprunte est un homme fichu ")**

- insuffisance du **système de crédit : peu d'agences bancaires (les " succursales ")**

□ **En réalité, pendant la 1ère 1/2 du siècle, le petit paysan avait d'autres moyens :**

- apport en argent frais repr. par le travail artisanal et les migrations (voir plus haut)

- la rareté des agences des grandes banques est compensé dans les provinces par le grand nombre de petits banquiers privés locaux, très souvent des notaires, qui assument presque tous cette fonction et sont suspectés de pratiquer des atux usuraires, ou encore des notables locaux, propr. fonciers qui réinvestissent volontiers une part de leur rente auprès de leur réseau de clientèle

- plus souvent encore, les paysans ont recours à leur parenté ou aux gens du voisinage **(comme les citadins, d'ailleurs), réseau diff. à chiffrer**

□ **Le petit propr. obtient plus facilement un prêt qu'un fermier, car sa terre sert de garantie**, mais cela ne suffit pas aux yeux des grandes banques, qui prêtent avec réticence aux petits paysans

□ Napoléon III en prend conscience. À son initiative, une Société de Crédit foncier est **créée en 1861, dans l'orbite du Crédit foncier, né en 1852, mais elle se lance dans la spéculation, sans beaucoup aider les agriculteurs, et elle disparaît en 1876.**

□ Ce manque de crédit officiel est si vivement ressenti que les syndicats (agricoles) s'en préoccupent, ce qui incite l'État à créer le Crédit agricole, qui se développe réellement à partir de 1897 ⁶.

□ Ainsi, les grosses entreprises ont sans doute souffert des difficultés de crédit et les petites des pratiques usuraires, mais celles qui pratiquent le faire-valoir direct inspirent confiance et leur handicap financier a dû être moindre qu'on ne l'a dit. Elles ont pu réunir les **sommes nécessaires pour l'achat de lopins de terre, et même pour l'amélioration de leur outillage et de leur système de culture.** Elles ont sûrement réfréné au maximum leurs emprunts, par crainte d'un engagement financier jugé dangereux et aussi parce que l'apport de travail personnel pouvait compenser la faiblesse de l'investissement.

6°) La petite exploitation a su être rentable

a) L'apport de Ronald Hubscher ⁷

□ Un autre argument des économistes reposait sur la constatation de la coïncidence entre région de grande exploitation et rég. de progrès agric. **C'est** exact dans le cas des grands domaines sur les terres riches du Bassin parisien, mais peut-on légitimement les comparer aux petites exploitations des régions pauvres de montagne, dont les handicaps se renforcent au cours du siècle par un médiocre réseau de transport ?

□ **Les études régio. suggèrent que la taille de l'exploitation n'est pas le seul critère, d'autres facteurs sont prépondérants** : condit. natu., infrastruct. des transp., struct. soc. et comp. culturels...

□ Des études récentes sur les petits exploit.- **propr. (Ronald Hubscher) s'appuient sur les concours régionaux agric. de Bresse, Vaucluse et Charente et montrent que la petite exploit. est " capable d'atteindre des performances tout à fait honorables, traduisant un effort de rationalité éco. évident " (R.H.)** Comment ?

□ Très souvent, la petite propr. acquise par héritage est progressivement agrandie par **l'achat de terres à bas prix, de terres incultes qui sont mises en valeur au prix d'un travail intense.**

□ Ensuite, elle peut introduire des progrès qui améliorent la productivité : engrais, mat. agric. plus mod., achat d'animaux...

⁶ Cf les travaux d'A.Gueslin, *Les origines du Crédit agricole (1840-1914)*, Thèse de IIIe cycle, Annales de l'Est, Nancy, 1978, 454 p., A.Gueslin, *Le Crédit Agricole*, La Découverte, 1985, 125 p., A.Gueslin, *Histoire des Crédits agricoles*, Economica, 1984, 2 vol., 956 & 464 p.

⁷ R.Hubscher, "La petite exploitation en France...", *AESC*, 1985, n° 1, pp. 3-34, en particulier pp.10-16.

□ Comme la grande exploitat., elle a souvent recours à la main-**d'œuvre salariée** et elle commercialise une part importante de sa prod., elle est donc largement soumise aux mêmes contraintes

□ Certes, **il s'agit de l'analyse des domaines qui présentent des dossiers aux concours agric., dc qui estiment avoir réussi, et il existe bien sûr, à côté, des fermes routinières...**

b) Le dynamisme de certaines régions

□ Les modernités régionales sont à ne pas exagérer pour les grandes plaines céréalières : l'autobiographie de *Grenadou, paysan français* (Seuil, coll. "Points") montre une Beauce encore très éloignée de celle d'après 1945 (Ephraïm Grenadou est né en 1897).

□ **Il s'agit ici de régions entières, dominées par** la micro-propr., et qui ont montré leur dyn.

□ **L'étude de Michel Hau sur la résistance des régions d'agric. intensive aux crises de**

la fin du XIXe siècle ⁸ tend à montrer que les petites exploitat. ont su se reconvertir rapidement et renouer les premières avec la croissance :

- **L'Alsace, le Vaucluse et le Bas-Languedoc** sont des rég. où les plaines sont peu étendues ; **la densité de la pop. rurale entraîne l'exiguïté des parcelles**

- **Les paysans ont su tirer le meilleur profit de leurs productions en s'orientant dès le milieu du siècle vers les cult. comm. qui ont prospéré dans ces régions de vie urbaine intense et d'échanges comm.**

- Lors de la grande crise de la fin du siècle, **les Alsaciens voient leurs revenus s'effondrer** : ceux de la vigne, des céréales et même des cult. ind. : le colza concurrencé par le pétrole, le tabac parce que le marché all. ne consomme pas la qualité prod. en Als.

- Dans le Vaucluse, la crise est engendrée par la maladie du ver à soie et la vigne, la concurr. de la garance par les teintures chimiques

- les paysans se reconvertissent rapidement :

* **les Als. dans l'orge, le houblon, la bett. à sucre, l'élevage intensif à l'étable (avec cult. fourragères)**

* le Vaucluse en se lançant dans les cult. légumières (haricots, pois, melons, asperges, fraises)

□ **Ces reconversions s'opèrent sans réajustement des structures et des méthodes :**

- le crédit (entre les mains des usuriers) est peu utilisé

- les paysans **assimilent les techniques nouvelles et les mettent en pratique au prix d'un travail intense, qui supplé à la faiblesse des capitaux**

⁸ M.Hau, " **La résist. des rég. d'agric. intensive aux crises de la fin du XIXe siècle, les cas de l'Alsace, du Vaucluse et du Bas-Languedoc** ", *Économie rurale*, mars-août 1988.

- Par ex., dans le Vaucluse, s'est répandue la cult. irriguée : les grands travaux ont été assumés par l'État, ensuite, ce sont les paysans eux-mêmes qui ont créé les petits canaux qui amènent l'eau à leurs parcelles

□ **L'atout essentiel de ces petites exploitat. est le comportement du paysan, qui utilise** sa puissance de trav. élevée et sa capacité à assimiler les nouvelles techniques pour **assurer une prod. de qualité et s'adapter rapidement aux exigences du marché. Certes, ils n'ont pas pu s'enrichir, mais ils ont réussi à survivre sur des exploitat. de plus en plus** exiguës

□ Incontestablement, les petits paysans ont su eux aussi **s'adapter, innover, mais ils l'ont fait avec circonspection, car les inventions nouvelles sont souvent diff. à** appliquer sur de petites surfaces. **Ils sont d'autant plus réservés qu'ils croient qu'une large** ouv. au marché nat. entraîne une plus grande vulnérabilité aux crises de la fin du siècle. Leur attitude prudente peut être interprétée comme une réponse aux menaces que recèle le progrès. Ils cherchent la stabilité par le maintien des structures éco. et soc.

7°) Le désir de stabilité n'est pas l'apanage exclusif de la paysannerie

□ On a fait grief à la paysannerie, dans son ensemble, de cette recherche de stabilité, en la **rendant responsable d'une** mentalité frileuse **qu'elle aurait réussi à imposer grâce à son** poids considérable : poids social lié à l'imp. de la pop. rurale, qui induit le poids pol. par le **suffrage universel et le scrutin d'arr., qui renforce l'imp. des camp.**

□ On rappelle toujours qu'au moment de la grande crise des années 1880, les groupes de pression agraires ont poussé au protectionnisme, cf. les droits établis progressivement à partir de 1881 et le tarif Méline de 1892. Ces lois ont été interprétées comme rétrogrades, **imposées par les agric. enfoncés dans leur archaïsme, car dans le contexte d'ouverture au** libre-échange d'après la Seconde Guerre mondiale et des Trente Glorieuses, un *a priori* négatif entachait le protectionnisme. Le débat **s'est réouvert sur cette question.**

a) Le problème du protectionnisme

□ Déjà sous la Restauration, une législation protectionniste est adoptée pour fermer le marché des céréales (1819) puis des laines (1822), et ce sont les grands propr. qui défendent ces idées, >>> 1836, où ils perdent devant les industriels libre-échangistes.

□ Dans le dernier tiers du XIXe siècle, le retour au protectionnisme, qui avait déjà connu son heure de gloire dans le premier XIXe siècle, fut provoqué par la longue dépression de la fin du siècle, marquée par une baisse des prix, les agrariens, défenseurs des intérêts agricoles, prenant la tête d'une première campagne et de l'hostilité aux pays neufs.

□ Quand la crise agricole sévit, dans les années 1870, la masse des petits paysans reste attachée au libre-échange et se convertit plus tardivement au protectionnisme.

□ En 1879, ce sont les grands céréaliers du Bassin parisien et du Nord, avec les viticulteurs du Midi qui souhaitent les droits de douane, alors que ceux qui pratiquent la **polyculture et l'élevage tiennent encore à la lib. de commerce.**

□ La **Société des Agriculteurs de la rue d'Athènes**, qui recrute au sein de l'aristocratie foncière et de la paysannerie la plus aisée, tout comme la Société du Boulevard Saint Germain, réclament le protectionnisme.

□ Le *lobby* protectionniste s'organisa grâce à Méline pour mener la bataille en une Association de l'Industrie et de l'Agriculture française (1890).

□ Ainsi, les grands céréaliers ont été bien plus actifs pour réclamer ces tarifs que les **petits et ils en ont profité plus qu'eux.**

□ **Mais, d'autre part, les agrariens furent** vite rejoints par les industriels, tout particulièrement importants étant ceux du textile, qui dénonçaient depuis longtemps la concurrence britannique. Les principaux défenseurs des intérêts industriels furent Pouyer-Quertier, filateur normand, et Méline, protecteur des filateurs vosgiens mais aussi ancien ministre de l'Agriculture (1883-1885) qui, habilement, conjuga les deux types d'intérêts.

□ La politique protectionniste fut donc finalement adoptée à la suite de pressions diverses, mais aussi dans un contexte de fragilité des stabilités sociale et institutionnelle, provoquée par la décélération économique. Les mesures protectionnistes se multiplièrent à partir de 1872 et le tarif douanier général de 1881 frappa les produits manufacturés d'une taxe de 10 à 30 %, variant selon la nature de la marchandise concernée. Les défenseurs du libre-échange, Léon Say, Maurice Rouvier, Henri Germain, Jules Charles-Roux, ne s'estimaient pas battus ; ils obtinrent que les matières premières ne fussent plus taxées et que des abattements de droits de douane récompensent les pays signant des traités de commerce avec la France. En conséquence, la France des années 1880 était encore un pays faiblement protectionniste, comparé à ses voisins, qui avaient tous été touchés par le phénomène, à l'exception de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas.

□ La crise boursière de 1882 changea les données du problème : des augmentations de droits frappèrent le blé, puis le sucre et le bétail, ainsi que les produits métallurgiques et textiles, et une véritable guerre douanière s'ensuivit avec l'Italie, jusqu'en 1898.

□ Le tarif Méline de 1892 : voir *Débuts*

b) Mentalités et images

□ Le **désir de stabilité n'est pas le privilège de la paysannerie**, il s'agit bien plutôt d'un trait de mentalité qui imprègne toute la soc. fr.

- Celle-ci rêve d'ailleurs d'un mode de vie qui fasse une large place à la culture de la terre.
- Ceci traduit une certaine conception de la liberté — celle du petit exploitant indépendant — **et un refus d'une vie aliénante à l'usine.**
- La France dans son ensemble est réticente face à une industrialisation accélérée, dont les défauts se manifestent lors des crises.
- Cette vision de la soc. est bien celle que privilégient les manuels scolaires.
- Les républicains de la fin du XIXe siècle, craintifs devant le monde ouvrier, flattent ce désir de stabilité en favorisant dans les manuels scolaires les valeurs rurales au détriment du monde urbain ouvrier. Les textes empruntés aux romans rustiques et régionalistes qui **idéalisent la paysannerie sont choisis dans but d'inculquer les valeurs essentielles au maintien de l'ordre républicain établi, sobriété, économie, labeur et fraternité**
- Les débuts de la République des républicains coïncident avec l'âge d'or des paysans-exploitants à la propriété modeste, célébrés comme étant le substrat de la démocratie rurale.
- des paysans devenus citoyens, comme dit le titre originel du livre d'Eugen Weber (1976) curieusement traduit en français *La fin des terroirs* .
- **L'Angélus** de Millet incarne un autre ex. probant de cette image que les rép. veulent donner de la paysannerie. Peu apprécié lors de sa présentation (1857), il devient **l'œuvre picturale la plus connue à la fin du siècle ! Sans respect pour les idées de Millet, il symbolise alors la sympathie à l'égard des paysans et les vertus que la bourgeoisie attend d'eux** : travail, prière, absence de revendication

III. UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE ?

1°) Un capitalisme foncier

□ Opposition entre grande et petite culture, d'une part les entrepreneurs de culture, gros fermiers riches en capitaux et utilisant un outillage perfectionné et une nombreuse main-
d'œuvre, et d'autre part le " paysan-type " de la France de la Belle Époque, c'est-à-dire l'exploitant travaillant avec sa famille. Les premiers ne sont pas aussi rares qu'on le dit : si au recensement de 1906, il n'y a que 250 exploitations qui dépassent les 50 salariés et sont une forme de capitalisme agraire, plus de 45 000 ont entre 6 et 50 salariés.

□ Certes de nombreux cas de propriétaires dénués du souci d'investir, de moderniser, et qui se contentent d'être des rentiers pour "tenir leur rang" (dans l'W notamment), mais nombreux liens entre usine et terre, et abondent les preuves de l'importance du capitalisme foncier et immobilier

□ causes de liens capit.-terr :

- "émigration de l'int." 1830>>> : intérêt des nobles pour le progrès agricole, participation aux Soc. d'Agric., le rentier s'est mué en entrepreneur

⇒ dans la "France châtelaine", c'est le "capitaine d'agriculture" qui exprime la montée du capitalisme.

- des nobles tôt lancés dans l'ind., et qui s'intéressent au progrès agricole (ex. : les Solages de Carmaux, le duc Decazes, métall. de l'Aveyron, etc.)

□ ex. anciens :

- comte de Kergolay (Manche) Monarchie de Juillet et Second Empire

- marquis d'Havrincourt, émigré de l'int. qui fait de sa propriété artésienne une exploitation modèle. À la tête en 1868 de 1 140 ha, d'une sucrerie, d'une raffinerie, membre Soc. nat. des Agric. de France & d'autres Soc. Conseiller général, plusieurs fois député. Souci de didactisme : "Je veux montrer aux cultivateurs du Nord, qui abandonnent presque tous l'élevage, qu'en donnant des soins intelligents à nos races, nous pouvons faire aussi bien que les Anglais."

□ un type rural, celui des bourgeois-propriétaires & gros fermiers, surtout dans Bassin parisien (cf. Hourdequin dans *La Terre* de Zola) :

- J.-C. Potel-Lecouteux à Créteil Monarchie de Juillet & Second Empire

- dans PDC, des "cap. d'agric." asseoient leur puissance sur une activité à la fois agric. et ind. Cas de Guislain Decrombecque, surnommé "le premier agriculteur de France", qui remporte le 1er prix à l'Expo. univ. de 1867 à Billancourt. En 1868 : 450 ha, 700 têtes gros bétail, mais aussi brasserie, sucrerie, briqueterie, gazomètre, distillerie, etc. ⇒ emploi > 300 personnes

□ un 2e type rural, celui des "agriculteurs-industriels"

- causes :

* passage produit brut >>> prod. transf. (recherche de la "valeur ajoutée")

* placement de sécu. ou de prestige

* diversif. des sources de profit

- notamment chez les industriels de la betterave à sucre

* les frères Decauville (industriels de la betterave à sucre) sont devenus depuis 1875 les grands fabricants des "chemins de fer portatifs" ! (voies ferrées légères destinées au transport de la récolte. Ils les fabriquent eux-mêmes). De Petit-Bourg (Essonne). Ont des carr. meulière

* À l'inverse, Jean-François Cail, fils de charron, chaudronnier et compagnon du Tour de France, contremaître puis associé du pharmacien-inventeur Charles Derosne, richissime pionnier de la constr. méca. Paris, se fait grand propr. dans sa Charente natale (300 ha) & en Touraine (1 200 ha).

* Péchiney, prés. Cie des prod. chim. d'Alais & de la Camargue, adjoint à celle-ci un vignoble de 250 ha

- cas particulier, ancien, des maîtres de forges par la même occasion propriétaires fonciers importants, forêts notamment : allure seigneuriale, mariages avec aristo., grpe de pression précoce et puissant

* ex. : les de Wendel & les De Dietrich (anoblis avant 1789). Les de Wendel ont ccé leur ascension, interrompue par crise éco., sous Empire et surtout 1815>>>, adoptant techniques anglaises (fonte au coke, puddlage, laminoir, etc.), achetant ou créant de nouv. établ.

* les Pereire, les Grammont en Franche-Comté (forges de Villersexel)

- rôle de la rente foncière :

* source d'accumulation primitive du capital

* méca. de transfert des ressources financières agricoles vers les autres secteurs de l'éco. : nombreux rentiers du sol prennent des participations dans des entreprises diverses

□ conclusion du 1°) :

- la propriété foncière n'est pas incompatible avec la croissance éco. moderne

- on ne saurait opposer schématiquement l'inertie de la propriété et de la rente au dynamisme de la richesse mobilière et de l'entreprise

- ⇒ une véritable "osmose entre la propr. fonc. et la bourg. ind." ⁹

2°) Les moyens du capitalisme agraire

a) La mécanisation et les grands travaux

⁹ Formule du sociologue Alberto Melucci, *Idéologies et pratiques patronales pendant l'industrialisation capitaliste : le cas de la France*, thèse EPHE, 1974

□ Pour réagir à la crise de la fin du siècle, l'agriculture recherche une amélioration de la productivité, par la mécanisation surtout : dès les années 1870 sont apparues machines à battre le grain, faucheuses et moissonneuses. Mais le poids des structures anciennes est tel que l'agriculture réagit aussi, bien souvent, par l'accroissement de la charge de travail individuel et l'exode rural.

□ Les techniques sont améliorées grâce à l'Institut national agronomique, créé par la loi du 9 août 1876, et qui forme à la fois chercheurs, fonctionnaires et praticiens du progrès agronomique.

□ L'agriculture est transformée par les grands travaux : chemins de fer, travaux d'assèchement, d'irrigation, reboisement, surtout dans les Corbières, les Causses, le plateau de Millevaches et la Sologne.

b) La spécialisation

□ spécialisés dans l'élevage, Normandie, Charentes laitières et coopératives — où le phylloxéra a détruit le vignoble et où un paysan a fondé en 1888 la première laiterie coopérative à Surgères — qui organisent en 1893 une Association centrale des Laiteries coopératives des Charentes et du Poitou — la margarine a été inventée en France en 1869, mais elle n'est guère une concurrence pour le beurre avant la Seconde Guerre mondiale — et en 1899 un service de wagons réfrigérés pour transporter le lait à Paris.

□ Deux régions méridionales se sont transformées par spécialisation, les plaines rhodaniennes dans la culture des fruits et légumes, le Bas-Languedoc pour son malheur dans le vignoble.

c) Le mouvement associatif

□ Un mouvement associatif se développe sous plusieurs formes, à cause de la crise agricole.

□ Déjà sous le Second Empire des notables conservateurs avaient créé la Société des Agriculteurs de France (1867), présidée d'abord par des monarchistes fort conservateurs comme Drouyn de Lhuys et le marquis Élie de Dampierre.

□ Gambetta leur répliqua en incitant à la fondation de la Société nationale d'encouragement à l'agriculture (1880), qui regroupe des propriétaires républicains mais riches. Il ne s'agissait toujours que de groupes de pression orientés vers la politique.

□ La loi de 1884 sur la liberté syndicale orienta davantage vers l'association professionnelle. La Société des Agriculteurs de France créa en 1885 une Union centrale des Syndicats agricoles de France, présidée par Pouyer-Quertier et regroupant la majorité des syndicats agricoles. Elle avait son siège rue d'Athènes, à Paris ; politiquement très conservatrice, elle

ne se donna guère de véritables structures et sa force résidait surtout dans le très grand nombre de syndicats locaux (5 000 ?) qu'elle regroupait.

□ Les syndicats républicains ne se développèrent que lentement, ils ne se groupèrent en fédérations qu'à la Belle Époque, qui les vit se rassembler en une Fédération nationale de la mutualité et de la coopération agricoles (1910), sise, elle, boulevard Saint-Germain.

□ Mais on assista aussi à la formation d'unions régionales de syndicats agricoles, comme l'Union du Sud-Est (1888), de syndicats aux buts beaucoup plus matériels et très proches de la coopérative, de manière à se grouper en vue d'achats d'engrais par exemple.

□ Les véritables coopératives se développent dans l'élevage (2 600 fruitières) en Charente et dans le Jura, ainsi que dans les régions de vignoble.

3°) Périodisation

a) La dépression de la fin du XIXe siècle

□ Voir *Débuts* pp. 71-72 et 83-84, *BÉ*, p. 11 + Demier, pp. 434-435 (« Une croissance agricole modeste »)

□ **affecte l'ensemble de la production végétale**

□ causes : maladies : *cf.* le phyloxéra ; la concurrence des pays « neufs »

□ des mesures protectionnistes, *cf.* le tarif Méline

b) La Belle Époque : la phase A de 1896-1914

□ Voir *BÉ* p. 7-8 & 102

□ Les régions agric. capables de répondre à la dde urbaine (cult. maraîchères, fruitières, beurre, viande, fleurs) en bénéficient

c) D'une guerre à l'autre

□ **de la Belle Époque à 1946, l'agric. fr. n'a guère évolué, après les progrès sont rapides**

□ Voir le Montero, pp. 55-56, 59-60

□ ONIB : 15 août 1936

□ le remembrement :

- loi du 27 nov. 1918 : **≥ 2/3 des paysans doivent consentir**

- loi Caziot 9 mars 1941 : vote majoritaire et l'État peut proposer (dispositions qui seront conservées après la Libération)

Conclusion générale

□ **Les travaux des historiens depuis 20 ans s'attachent à une réévaluation : des petites exploitations capables de progrès**

□ pas un archaïsme de la paysannerie, mais une insertion dans une société prudente

□ une différence vis-à-vis de la Grande-Bretagne, mais pas un retard !

□ Une agriculture restée techniquement inférieure à celles de la Grande-**Bretagne et de l'All.**

□ elle ne réussit pas à couvrir les besoins alimentaires de la nation

□ **des prix de revient élevés (productivité et rendement), faute d'investissements**

□ « devenir » : Vichy :

- politique conservatrice, et les conservateurs ont eu sous Vichy des pouvoirs que le suffrage universel leur refusait 1932>>>>

- l'État français comportait des tendances doctrinales diverses. L'une des + accentuées fut l'agrarisme tradit. qui acquit alors une audience élargie, non seulement parce que la nation avait besoin des produits du sol, mais aussi parce qu'on attendait des campagnes une rénovation éthique & politique (⇒ annonce du I)

- les thèmes ruraux, l'emploi du terme "paysan", l'idée de "retour à la terre" prirent alors une insistance et une fréquence remarquables

- le pouvoir agit en ce sens, et son action rencontra une orientation parallèle assez spontanée de l'opinion (⇒ annonce du II)

- les propagandistes proclamaient que Pétain était le "maréchal-paysan"

⇒ rôle dans le "maréchalisme", le "pétainisme", la collab. et le "collaborationnisme"